

# Appel à projets

## Programme ESMS numérique

### Phase de généralisation - 2024

En application du programme ESMS numérique porté par la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA) et la Délégation ministérielle au Numérique en Santé (DNS).

#### Calendrier

Dates limites de dépôt des projets :

15/09/2024 pour les projets régionaux

01/06/2024 pour les projets multirégionaux

## Sommaire

1	PREAMBULE .....	3
2	STRATEGIE REGIONALE POUR LES ETABLISSEMENTS ET SERVICES MEDICO-SOCIAUX 3	
3	LE CONTEXTE ET LES ENJEUX DU PROGRAMME ESMS NUMERIQUE .....	6
1.1	LES FINALITES DU SEGUR DU NUMERIQUE POUR LE SECTEUR MEDICO-SOCIAL ET SOCIAL .....	7
4	OBJET DU « FINANCEMENT ESMS NUMERIQUE » .....	8
4.1	ESSMS ELIGIBLES AU FINANCEMENT ESMS NUMERIQUE DANS LE CADRE DE LA PHASE DE GENERALISATION .....	9
4.2	CONDITIONS D'ACCES AU FINANCEMENT .....	9
A.	Non redondance des financements .....	9
B.	ESSMS rattachés à une entité nationale .....	10
C.	Conformité de la solution DUI aux exigences nationales .....	10
D.	Nombre minimum d'ESSMS pour un projet et regroupements (dits « grappes ») .....	11
E.	Auto-évaluation de la maturité SI des porteurs et sensibilisation aux mesures de cybersécurité .....	12
4.3	GUICHET DE DEPOT DES PROJETS .....	12
4.4	MODALITES DE FINANCEMENT .....	12
4.4.1	Modulation du montant des aides .....	12
4.4.2	Montant des aides .....	13
1)	Financement pour le développement des usages .....	13
2)	Financement pour l'équipement logiciel .....	13
3)	Financements spécifiques pour les petits organismes gestionnaires .....	13
4.5	VERSEMENT DES AIDES .....	14
4.5.1	Rythme de versement des aides .....	14
4.5.2	Conditions de versement des aides .....	14

4.6	CALENDRIER DE L'APPEL A PROJETS ESMS NUMERIQUE 2024 .....	15
4.7	COMMENT DEPOSER SA CANDIDATURE ? .....	16
4.8	QUELLES SONT LES SUITES DONNEES A LA CANDIDATURE ? .....	16
<b>5</b>	<b>CIBLES D'UTILISATION .....</b>	<b>17</b>
A.	CIBLES D'USAGE POUR LES SERVICES SOCLES .....	17
B.	CIBLES D'USAGE POUR LE DUI.....	17
1)	<i>Définitions</i> .....	17
2)	<i>Mode de calcul</i> .....	18
C.	AUTRES CIBLES D'USAGE.....	18
<b>6</b>	<b>PRIORISATION REGIONALE DES PROJETS / CRITERES DE SELECTION DES PROJETS ..</b>	<b>20</b>
<b>7</b>	<b>CONTACTS .....</b>	<b>20</b>
<b>8</b>	<b>RESSOURCES .....</b>	<b>20</b>
<b>9</b>	<b>ANNEXE 1 : MODALITES DE FINANCEMENT DES SAAD.....</b>	<b>21</b>
<b>10</b>	<b>ANNEXE 2 : PIECES A TELECHARGER DANS GALIS LORS DU DEPOT DE VOTRE DOSSIER.....</b>	<b>21</b>

## 1 Préambule

Le présent appel à projets vient préciser certains éléments de l'instruction ESMS Numérique 2024 relative à la mise en œuvre de la phase de généralisation du programme « ESMS numérique ». Cette instruction constitue le cadre réglementaire pour la mise en œuvre du programme ESMS numérique, incluant le présent appel à projets. Vous retrouverez cette instruction dans les pièces à télécharger sur le site de l'ARS La Réunion.

**L'appel à projets « ESMS numérique », en tant que programme du Ségur Numérique, est financé par l'Union Européenne au travers de la « Facilité pour la reprise et la résilience » (FRR).**

## 2 Stratégie régionale pour les établissements et services médico-sociaux

### **A/ Etat des lieux à date du numérique dans les secteurs du social et du médico-social et les perspectives de poursuite**

Les transformations organisationnelles et numériques du secteur social et médico-social - organismes gestionnaires et établissements et services médico-sociaux sont engagées depuis une dizaine d'années à La Réunion. Depuis 2021, ces transformations sont poursuivies par les structures, à l'aide des leviers financiers du Ségur du numérique social et médico-social.

#### **Des dossiers usager informatisés déjà utilisés dans les champs PH, PA et du maintien à domicile**

Des outils métiers numériques communs sont déployés dans le secteur des personnes en situation de handicap (PH). L'ensemble des établissements PH sont dotés d'un dossier usager informatisé (DUI) commun (solution OGIRYS de SOCIANOVA) et sont fortement engagés dans l'évolution de leur logiciel afin qu'il soit conforme aux exigences nationales en vigueur. Les structures PH qui n'étaient jusqu'à présent pas dotées de DUI ou de cette solution de DUI ont profité des financements ESMS numérique entre 2021 et 2023 pour l'acquérir. Par ailleurs, ces mêmes structures utilisent de plus en plus l'outil de suivi des orientations Via Trajectoire (module PH) qui sera à terme interopérable avec les dossiers usagers informatisés.

Les structures qui accompagnent les personnes âgées (PA), à quelques exceptions près, sont aujourd'hui dotées d'une solution informatisée du dossier usager. Contrairement au secteur PH, le DUI utilisé dans le secteur PA n'est pas commun à toutes les structures. Quelques structures PA se sont regroupées pour acquérir une nouvelle solution de DUI conforme au Virage du numérique en santé via des financements ESMS numérique 2022 et 2023. Ces structures ont fait le choix d'un même logiciel de dossier usager informatisé et sont en cours de déploiement de ces derniers. Les autres structures PA qui détiennent déjà un DUI dont elles sont satisfaites sont à nouveau encouragées à faire évoluer leur DUI en sollicitant des financements SONS avant le 28 février 2024 et à s'inscrire dans ESMS numérique si nécessaire afin de bénéficier de financements à l'usage. D'autres structures qui utiliseraient un DUI non référencé sur le couloir médico-social du Ségur sont invitées à réfléchir pour s'inscrire dans un projet de renouvellement de DUI par le biais du programme ESMS numérique.

Par ailleurs, certains services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD) avaient déjà démarré leur transformation digitale en déployant des outils de télégestion. Conscients de l'importance que les professionnels de l'aide à domicile puissent consulter ou alimenter les informations de vie ou de soins de l'utilisateur, les SAAD s'impliquent depuis 2022 dans l'évolution ou l'acquisition du dossier usager informatisé interopérable avec les référentiels (enrôlement des professions à rôles dans le RPPS+, ...) et services socles (dossier médical partagé - DMP, messagerie sécurisée de santé – MSSanté, téléservice INSi ...) et souhaitent renforcer les usages associés. Ces efforts doivent être poursuivis par les SAAD créés récemment afin de s'équiper de logiciels métiers compatibles avec Mon espace santé.

### **Des services socles déjà déployés ou en cours de déploiement notamment dans les champs PH, PA et multi-clientèles**

Des services socles sont déjà déployés dans les champs PH, PA et multi-clientèles.

A titre d'exemples :

#### **La MSSanté**

Le service régional de messagerie de santé sécurisée (MSS OI) porté et maintenu par le GCS TESIS a été décommissionné au T4 2022.

Les organismes gestionnaires du médico-social qui utilisaient ce service sont en cours de choix ou de déploiement d'une nouvelle solution qui soit interopérable avec leur dossier usager informatisé.

#### **Le Répertoire Opérationnel des Ressources**

Les champs PH, PA et multi-clientèle (services d'aide et d'accompagnement à domicile ou services et soins infirmiers d'aide à domicile) sont renseignés dans l'outil régional « Répertoire Opérationnel des Ressources » (ROR) :

- 100% des structures PA et PH sont aujourd'hui référencées dans le ROR ;
- 83% des structures multi-clientèles (PH-PA) sont renseignées dans le ROR.

Au total, 95% de ces établissements et services sociaux et médico-sociaux sont aujourd'hui disponibles dans le ROR.

Ces travaux de peuplement et de fiabilisation du ROR vont être poursuivis sur 2024 avec les structures impliquées dans la démarche du Ségur social et médico-social.

#### **La poursuite de l'animation d'une communauté SI du secteur médico-social**

Le collectif SI (système d'informations) MS (médico-social) Réunion a été lancé en décembre 2021 dans la continuité de la démarche similaire qui existait depuis quelques années dans le secteur PH. Ce collectif SI MS est surtout composé des organismes gestionnaires PA et PH et vise à échanger autour des bonnes pratiques et enjeux du numérique en santé.

Les contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens qui sont signés par les structures PH, PA, PDS sous compétence exclusive ARS ou partagée avec le Conseil départemental de La Réunion intègrent des indicateurs les incitant à participer à cette dynamique d'échanges et de partages.

Par ailleurs, en 2023, plusieurs ateliers thématiques de ce collectif SI MS Réunion ont été ouverts aux secteurs du maintien à domicile. Ces actions se poursuivront en 2024 auprès des établissements concernés du champ social (maintien à domicile, protection de l'enfance, autres, ...).

Ce collectif SI MS Réunion va être rejoint par les structures qui accompagnent les personnes avec des difficultés spécifiques en 2024 qui sont désormais engagés dans l'acquisition d'un dossier usager informatisé via la campagne financière 2023 du programme ESMS numérique.

### **L'approfondissement des usages de Mon espace santé dans le secteur social et médico-social**

L'ARS et le GCS TESIS accompagnés par l'Assurance Maladie ont organisé courant du premier trimestre 2023 deux matinées « Mon espace santé dédiées au secteur social et médico-social ». Ces matinées visaient à sensibiliser le secteur aux fonctionnalités et au fonctionnement de Mon espace santé. Elles avaient pour objectif de proposer aux structures de s'engager auprès de l'ARS de La Réunion, du GCS TESIS et de l'Assurance Maladie pour devenir « structure ambassadrice » de Mon espace santé. Quatre associations sont aujourd'hui structures ambassadrices de Mon espace santé.

Ces différentes actions autour de Mon espace santé vont être renouvelées sur 2024 auprès des porteurs engagés dans la démarche du Ségur social et médico-social (ESMS numérique et/ou SONS).

Enfin, l'ensemble de cette dynamique lancée autour des usages de Mon espace santé sur le territoire réunionnais se verra renforcer dès le premier trimestre 2024 avec le lancement de l'expérimentation nationale Mon espace santé dans le secteur social et médico-social. Deux établissements pilotes de notre territoire sont retenus pour mener à bien cette expérimentation et faire part de leurs retours d'expérience.

### **B/ Les enjeux et objectifs de financements régionaux pour les Etablissements et Services Sociaux et Médico-Sociaux (ESSMS) sur la campagne financière ESMS numérique 2024**

Aujourd'hui, notre stratégie régionale de développement du numérique pour les ESSMS intègre les enjeux et les objectifs de la feuille de route nationale du numérique en santé et du projet régional de santé.

#### **Pour les ESMS PH, PA et maintien à domicile**

Pour les champs PH, PA et domicile, il s'agit de poursuivre le développement des systèmes d'informations autour des axes stratégiques suivants :

- Inciter les ESSMS à se doter d'un DUI compatible « Ségur » dans l'optique d'alimenter « Mon Espace Santé » en sollicitant les financements ESMS numérique et/ou Système Ouvert Non Sélectif (SONS) ;

- Favoriser, approfondir et pérenniser les usages des référentiels et des services socles prioritaires du Ségur : Messagerie sécurisée de Santé (MSSanté) professionnelle et citoyenne, Dossier Médical Partagé (DMP), Identifiant National de Santé (INS), Pro Santé Connect (PSC), Répertoire Partagé des Professionnels de Santé + (RPPS+), Répertoire Opérationnel des Ressources (ROR), portails usager des DUI ;
- Lancer le déploiement des usages autour des outils régionaux tels la messagerie instantanée sécurisée Pandalab Pro si des besoins des secteurs social et médico-social émergent ;
- Encourager les ESSMS concernés et intéressés à proposer des nouvelles organisations médicales qui s'appuieraient sur des outils de télésanté ;
- Déployer et favoriser les usages des modules PH et Grand Age de l'outil national de suivi des orientations Via Trajectoire dans des environnements nationaux et régionaux urbanisés (interopérabilité avec le ROR, le DUI, etc.).
- Renforcer la sécurité et la protection des données notamment au travers de la résilience des systèmes d'information et de l'acculturation et la sensibilisation des personnels aux questions de la cyber sécurité.

### **Pour les autres ESSMS**

Pour les autres structures du secteur social, les ambitions à court et moyen termes définies en 2022 seront poursuivies en 2023 :

- Renforcer les synergies créées depuis 2022 avec le Conseil Départemental de La Réunion et d'autres directions telles que la Direction de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DEETS) ;
- Embarquer et prioriser les financements du Ségur du numérique médico-social des structures non intégrées à ce stade, notamment dans les champs de la protection de l'enfance.
- Sensibiliser sur l'année 2024 les établissements des champs de l'accueil, l'hébergement et l'insertion et la protection juridique des majeurs aux enjeux et leviers financiers du Ségur du numérique social et médico-social ;
- Intégrer les acteurs du champ social dans les groupes de réflexions autour du numérique en santé du Collectif SI MS.

## **3 Le contexte et les enjeux du programme ESMS Numérique**

Le numérique constitue un levier structurant afin d'accompagner les transformations de l'offre des établissements et services sociaux et médico-Sociaux (ESSMS) ; il implique notamment le développement d'échanges et de partage d'informations entre acteurs du sanitaire, du médico-social, du social, de la scolarité, de l'insertion professionnelle ou sociale et de l'aide aux usagers et aux aidants.

Le Ségur de la Santé, dans son volet numérique, offre une opportunité historique pour accélérer l'intégration du numérique dans les pratiques des ESSMS. Afin d'accompagner et de synchroniser l'effort des maîtrises d'ouvrage des ESSMS et celui des éditeurs de logiciels, le Ségur numérique met en place un dispositif de financement ouvert aux éditeurs, dit Système ouvert non sélectif (SONS), financement assorti d'exigences de conformité à un référentiel national, dit « Référencement Ségur », il est complémentaire au financement ESMS numérique, et ne fait pas partie de cet appel à projets.

Dans sa déclinaison au secteur social et médico-social, le Ségur de la Santé permet de mobiliser 600 M€ de 2021 à 2025. Ce volume financier permet d'étendre de façon majeure les ambitions définies initialement dans le cadre du programme ESMS numérique. Une partie des financements sera destinée directement aux maîtrises d'ouvrage des ESSMS, une autre partie contribuera au financement de l'effort des éditeurs.

## 1.1 Les finalités du Ségur du Numérique pour le secteur médico-social et social

La finalité du Ségur du Numérique pour le secteur médico-social et social est de faciliter la transformation des secteurs. Il s'agit en particulier de :

- faciliter la **coordination des professionnels** et l'échange d'informations entre les différents acteurs (internes et externes à l'ESSMS) impliqués dans l'accompagnement des personnes ;
- **améliorer l'accompagnement des personnes** ;
- pour les personnes accompagnées, **améliorer l'accès à l'information** les concernant et favoriser ainsi leur participation à leur **parcours de santé, leur parcours de soins et leur parcours de vie**<sup>1</sup> ;
- améliorer la **connaissance des besoins des personnes accompagnées** ;
- améliorer le **pilotage des transformations** du secteur et l'**efficience** dans le fonctionnement des ESSMS.

Pour répondre à cette finalité, le Ségur du Numérique pour le secteur médico-social et social a pour objectif de généraliser le numérique dans le secteur, en :

- généralisant l'**utilisation effective** dans les ESSMS **d'un dossier de l'utilisateur informatisé (DUI) et interopérable**, conforme aux exigences du numérique en santé dans l'ensemble des ESSMS, dans le respect des principes éthiques,
- structurant l'**offre des éditeurs** et en favorisant l'**innovation**,
- accompagnant la montée en compétence de l'ensemble des acteurs.

Dans la suite de la phase d'amorçage, le présent appel à projets national porte sur l'année 2024, dans le cadre de la phase de généralisation qui s'étend de 2022 à 2025.

---

<sup>1</sup> <https://solidarites-sante.gouv.fr/systeme-de-sante-et-medico-social/parcours-des-patients-et-des-usagers/article/parcours-de-sante-de-soins-et-de-vie>

## 4 Objet du « financement ESMS numérique »

Le « financement ESMS Numérique » a pour principal objectif de permettre aux maîtrises d'ouvrage des ESSMS de développer et généraliser l'utilisation du numérique dans le secteur au travers du déploiement d'un DUI interopérable et de son utilisation effective.

Le principe général du financement ESMS numérique repose sur deux critères généraux :

- s'équiper d'un logiciel DUI conforme aux exigences nationales, c'est-à-dire conforme au Dossier de Spécification de Référence Ségur vague 1 du domaine concerné, tel que publié sur le site de l'Agence du numérique en santé (ANS). Pour les projets concernant uniquement des ESSMS des champs accueil, hébergement et insertion (AHI) et protection juridique des majeurs (PJM), il n'y a pas d'obligation d'acquérir un logiciel référencé Ségur. Le porteur de projet devra néanmoins s'assurer que le logiciel choisi lui permettra d'atteindre les cibles d'usage du programme.
- atteindre des cibles d'usage. Ce critère est une condition de versement des financements. Il permet de s'assurer que, une fois les conditions techniques réunies, le logiciel DUI est effectivement utilisé par les professionnels.

L'atteinte des cibles d'usage requiert un DUI qui ne se limite pas au référencement Ségur « vague 1 ». Les porteurs sont invités à s'appuyer sur le cahier des charges national<sup>2</sup> pour vérifier que le DUI qu'ils retiennent couvre les besoins attendus.

Le financement ESMS Numérique est **différencié en fonction de l'équipement logiciel** des ESSMS parties au projet :

- les ESSMS parties au projet acquièrent une solution conforme aux exigences nationales : dans ce cas, le financement concerne l'acquisition de la solution et le développement des usages et l'éventuel financement d'équipement matériel ;
- les ESSMS parties au projet conserver leur solution et la font évoluer vers une version conforme aux exigences nationales : dans ce cas, le financement concerne uniquement le développement des usages et l'éventuel financement d'équipement matériel. Le financement de la mise à niveau pour passer d'une version du logiciel non référencée Ségur à une version référencée Ségur peut être pris en charge par la Prestation Ségur dans le cadre du SONS<sup>3</sup>. Dans ce cas d'un financement à l'usage complémentaire à un

<sup>2</sup> Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) :

<https://www.cnsa.fr/grands-chantiers/programme-esms-numerique/proposer-une-solution-dossier-usager-informatise-en-tant-quediteur>

<sup>3</sup> Les bons de commande « Prestation Ségur » pour les secteurs MS1 (PH, PA, DOM) et MS2 (PDE et PDS) sont à signer par les ESSMS auprès de leur éditeur **avant le 28 février 2024**. Une fois cette date passée, l'évolution logicielle ne sera plus supportée par le dispositif SONS.

financement à l'équipement du système ouvert non sélectif (SONS), la validation de la prestation Ségur par les ESSMS bénéficiaires ne doit pas avoir eu lieu avant la fin du premier trimestre 2023.

Lorsque le groupement d'ESSMS est composé d'ESSMS qui sont dans les deux situations, des conditions particulières s'appliquent.

#### 4.1 ESSMS éligibles au financement ESMS Numérique dans le cadre de la phase de généralisation

Tous les ESSMS mentionnés à l'article L.312-1 du CASF sont éligibles à la phase de généralisation, y compris les ESSMS financés exclusivement par les conseils départementaux. Les porteurs de projets peuvent relever du droit public ou du droit privé, partie prenante ou non d'un GCSMS.

Concernant les ESSMS proposant à la fois un accompagnement aux activités essentielles à la vie<sup>4</sup> et des services d'aide à la personne dits de « confort » (services à la famille et de la vie quotidienne), ils sont éligibles mais les financements ne seront alloués que pour la première partie de leur activité.

#### 4.2 Conditions d'accès au financement

Les financements ESMS numériques sont encadrés par le décret relatif au fonds pour la modernisation et l'investissement en santé (FMIS)<sup>5</sup> et par les règles régissant les fonds structurels européens.

### A. Non redondance des financements

Un ESSMS ne peut percevoir un financement ESMS numérique si :

- L'opération objet de la demande ne doit pas bénéficier d'autres aides issues des Fonds européens structurels et d'investissement (notamment, le FEDER et le FSE)<sup>6</sup>.
- Un même ESSMS ne peut percevoir un financement ESMS numérique à plusieurs reprises pour l'installation ou la montée de version du même logiciel.

---

<sup>4</sup> Tels que définis à l'article L312-1 du I du CASF, 6° et 7°

<sup>5</sup> 1 Décret n° 2013-1217 du 23 décembre 2013 relatif au fonds pour la modernisation et l'investissement en santé modifié par le décret n° 2021-779 du 17 juin 2021. Ces règles sont précisées dans le circulaire N° DGOS/R1/2021/142 du 30 juin 2021 relative à la première délégation des crédits du fonds pour la modernisation et l'investissement en santé au titre de l'année 2021.

<sup>6</sup> Une même opération ne peut pas bénéficier de plusieurs financements européens. Une acquisition suivie d'une montée de version sont considérées comme deux opérations distinctes.

- Un même ESSMS ne peut percevoir un financement ESMS numérique pour deux logiciels de DUI différents.
- Dans le cas où un ESSMS passe une commande auprès d'un éditeur pour bénéficier de la « Prestation Ségur », ce même ESSMS ne peut être financé au titre d'ESMS numérique pour l'acquisition d'un autre logiciel de DUI.

## B. ESSMS rattachés à une entité nationale

Dans le cas où un ESSMS partie d'un projet ou porteur d'un projet est rattaché à une entité nationale, il devra obtenir un accord écrit de cette entité pour déposer un projet et fournir cet accord dans le projet déposé.

## C. Conformité de la solution DUI aux exigences nationales

Pour être financés :

- Tous les ESSMS partie au projet doivent s'équiper ou être équipés de la même solution logicielle.
- Les ESSMS doivent retenir un logiciel DUI conforme aux exigences nationales, c'est-à-dire conforme au Dossier de Spécification de Référence Ségur vague 1 du domaine concerné, tel que publié sur le site de l'ANS<sup>7</sup>.
- Dans le cas où le porteur de projet est un GHT, celui-ci peut équiper les ESSMS d'une solution référencée Ségur « vague 1 » dans le couloir hôpital, aux conditions cumulatives suivantes :
  1. le porteur dispose d'un marché public lui donnant la faculté de faire bénéficier les ESSMS parties au projet de ce marché ;
  2. le porteur doit être en capacité de vérifier l'adéquation aux besoins des utilisateurs finaux de l'ESSMS en corrélation avec le cahier des charges national. A cet effet, il doit produire un document décrivant précisément la couverture fonctionnelle du dossier patient informatisé (DPI) au regard des exigences du DUI définies dans le cahier des charges national ;
  3. le porteur devra démontrer qu'il n'a perçu, pour les ESSMS concernés, aucune autre aide au titre d'un financement européen ou au titre du programme HOP'EN.
- Dans le cas où le projet concerne uniquement des ESSMS des champs AHI ou PJM, il n'y a pas d'obligation d'acquérir un logiciel référencé Ségur. Le porteur de projet doit néanmoins s'assurer que le logiciel choisi lui permette d'atteindre les cibles d'usage du programme.
- Dans le cas où le logiciel serait en cours de référencement au moment du dépôt de la demande de financement, le référencement Ségur doit intervenir avant le démarrage de la phase de paramétrage du logiciel.

<sup>7</sup> Agence du numérique en santé (ANS) : <https://esante.gouv.fr/segur/medico-social/#20017>

## D. Nombre minimum d'ESSMS pour un projet et regroupements (dits « grappes »)

Dans le cadre de la phase de généralisation du programme ESMS numérique, il est demandé aux organismes gestionnaires de présenter des projets concernant idéalement huit structures dans les territoires ultramarins et la Corse.

L'ARS La Réunion appréciera ce minima en fonction du contexte des porteurs de projets, notamment au regard de leur capacité à mener à bien un projet d'informatisation et de leur maturité en management du système d'information.

Les organismes dont le nombre d'ESSMS n'atteignent pas ce minimum sont invités à constituer des regroupements afin de porter un projet commun. Ces regroupements visent à sécuriser la mise en œuvre des projets. En tant que tels, ils doivent :

- s'inscrire à minima sur la durée du projet ;
- mettre en commun des moyens permettant d'allouer des ressources dédiées au projet.

En outre, ces regroupements devraient préfigurer des coopérations pérennes entre leurs membres pour améliorer le management du système d'information, sans que cela ne soit une stricte condition d'accès à l'aide. Les regroupements peuvent prendre toute forme juridique, de la convention jusqu'à la constitution d'entités de type GCSMS ou équivalent.

Il est important de souligner que les regroupements permettent d'atteindre une taille critique pour mettre en commun les moyens nécessaires pour créer une maîtrise d'ouvrage dédiée au système d'information, condition sine qua non au développement des usages et à leur pérennisation. Le facteur de multiplication des aides par ESSMS est, de ce fait, un élément qui se veut incitatif à la mise en commun de leurs moyens SI.

L'orientation souhaitée est de doter les territoires de ressources partagées en management des systèmes d'information, ces ressources ayant vocation à terme à couvrir les besoins de tous les ESSMS d'un territoire.

Lors de l'étude des regroupements par l'ARS La Réunion, celle-ci seront vigilantes aux cas des ESSMS du territoire concerné qui resteraient isolés en n'étant pas parties au projet présenté. A cet effet, les projets regroupant moins de huit ESSMS pour les territoires ultramarins et la Corse pourront être recevables aux conditions cumulatives suivantes :

- Le projet consiste à rejoindre un regroupement déjà financé par le programme ESMS numérique
- La temporalité de cet élargissement doit être cohérente avec le projet porté par le regroupement initial et, en particulier :
  - o être régulière aux vues du contrat ou du marché public mis en œuvre par le groupement initial ;
  - o ne pas faire courir de risque excessif au projet du regroupement initial, en termes notamment de délais ou de capacité à atteindre les cibles d'usage pour chaque ESSMS.

## E. Auto-évaluation de la maturité SI des porteurs et sensibilisation aux mesures de cybersécurité

Chaque organisme gestionnaire participant à un projet, qu'il soit porteur de projet ou participant à un regroupement est invité à fournir les résultats d'un autodiagnostic de maturité et de sécurité de son SI lors du dépôt de son dossier de candidature.

Cet autodiagnostic élaboré par l'agence nationale de la performance sanitaire et médico-sociale (ANAP) est accessible à l'adresse suivante : <https://www.anap.fr/s/article/numerique-publication-2836>.

L'ensemble des établissements de la grappe sont également invités à prendre connaissance et à se positionner quant aux 13 mesures accessibles pour une protection globale d'un ESMS présentées dans le support suivant : [ANS\\_GUIDECYBER\\_PHASE 1-EXE -V2.pdf \(esante.gouv.fr\)](#)

### 4.3 Guichet de dépôt des projets

Le guichet de dépôt dépend à la fois :

- Du nombre d'ESSMS concernés par la demande de financement, ceux-ci étant identifiés et localisés par leur numéro FINESS géographique.
- Du nombre de régions dans lesquelles ces établissements sont localisés.

Nombre d'ESSMS	Nombre de régions	Guichet de dépôt
ESSMS < 50	≥ 1 région	Régional
≥ 50	= 1 région	Régional
≥ 50	>1 région	National

Nota : à la demande de l'ARS pivot, l'instruction de certains projets multirégionaux complexes (par exemple, impliquant de nombreuses régions) pourra être déportée au niveau national. Le guichet de dépôt ne change pas pour le porteur dans ce cas.

### 4.4 Modalités de financement

#### 4.4.1 Modulation du montant des aides

Le nombre d'ESSMS est calculé par rapport au nombre de **FINESS géographiques uniques** des établissements parties au projet. C'est donc cette clé qui est la base de calcul de l'aide accordée. Cependant, deux cas peuvent amener à moduler le montant des aides :

- Dans le cas des **ESSMS proposant à la fois un accompagnement aux activités essentielles à la vie et des services d'aide à la personne dits de « confort »** (services à la

famille et de la vie quotidienne), l'aide est modulée au prorata du nombre d'heures éligibles. Ce point est précisé dans l'annexe 1 « modalités de financement des SAAD ».

- **Les financements spécifiques pour acquisition de matériel et infrastructure** sont modulés en fonction des devis fournis par le porteur de projet. Ils ne peuvent jamais excéder la dépense réelle et effective du porteur.

#### 4.4.2 Montant des aides

L'aide est calculée en montant de dépenses Hors Taxe ou Toutes Taxes Comprises en fonction du régime de TVA applicable par le porteur.

##### 1) Financement pour le développement des usages

- ESSMS souhaitant acquérir une nouvelle solution, qu'ils soient déjà équipés et changent de solution ou non
  - 7 k€ par ESSMS jusqu'au 49<sup>ème</sup> ESSMS ;
  - 2 k€ par ESSMS à partir du 50<sup>ème</sup> ESSMS pour tenir compte de l'effet volume.
- ESSMS ne changeant pas de solution, mais effectuant une mise à niveau de leur logiciel vers une version référencée Ségur
  - 5 k€ par ESSMS jusqu'au 49<sup>ème</sup> ESSMS ;
  - 2 k€ par ESSMS à partir du 50<sup>ème</sup> ESSMS pour tenir compte de l'effet volume.

##### 2) Financement pour l'équipement logiciel

Ce financement ne concerne que les ESSMS souhaitant acquérir une nouvelle solution, qu'ils soient déjà équipés et changent de solution ou qu'ils ne soient pas du tout équipés.

- 14 k€ par ESSMS jusqu'au 49<sup>ème</sup> ESSMS ;
- 3 k€ par ESSMS à partir du 50<sup>ème</sup> ESSMS pour tenir compte de l'effet volume.

Le financement revenant à l'éditeur pour la montée de version est versé via le dispositif SONS.

##### 3) Financements spécifiques pour les petits organismes gestionnaires

Est considéré comme « petit organisme gestionnaire » les organismes regroupant moins de 15 ESSMS.

Pourront être financés :

- **Les équipements matériels et infrastructures nécessaires à l'usage du DUI** par les professionnels. Un financement d'un montant maximum de 10 k€ par ESSMS est ainsi prévu, que ce soit dans le cadre d'un regroupement d'organismes ou dans le cadre d'un projet national. Le financement des équipements et infrastructures doit être concomitant et en rapport direct avec un projet de DUI ;
- Le recours à des **prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage** pour accompagner les porteurs pendant toutes les phases de leur projet : un financement forfaitaire de maximum 100 K€ par projet pour un accompagnement au pilotage du projet de DUI est

également possible pour les regroupements composés d'organismes de petite taille ; cette prestation d'AMOA a pour principal objectif d'aider les regroupements à :

- animer les groupes de travail métier (spécification du besoin, paramétrage de la solution),
- préparer et suivre la recette utilisateur,
- piloter et assurer la gestion financière du projet,
- suivre l'atteinte des cibles d'usage et proposer des actions correctives dans le cadre du déploiement de la solution au sein des ESSMS du regroupement.

Ce financement peut couvrir le recrutement d'un chef de projet interne.

Les financements pour le développement des usages, pour l'équipement logiciels ou les financements spécifiques pour les petits organismes gestionnaires sont regroupés en une **subvention unique et forfaitaire**.

#### Résumé des montants des financements

Situation	1- Financement pour le développement des usages	2- Financement pour l'équipement
ESSMS changeant de version d'une solution DUI	5 k€ par ESSMS jusqu'au 49 <sup>ème</sup> ESSMS	Dispositif SONS
	2 k€ par ESSMS à partir du 50 <sup>ème</sup> ESSMS pour tenir compte de l'effet volume	Dispositif SONS
ESSMS faisant l'acquisition d'une solution DUI	7 k€ par ESSMS jusqu'au 49 <sup>ème</sup> ESSMS	14 k€ par ESSMS jusqu'au 49 <sup>ème</sup> ESSMS
	2 k€ par ESSMS à partir du 50 <sup>ème</sup> ESSMS pour tenir compte de l'effet volume	3 k€ par ESSMS à partir du 50 <sup>ème</sup> ESSMS pour tenir compte de l'effet volume

## 4.5 Versement des aides

### 4.5.1 Rythme de versement des aides

L'aide est délivrée en deux versements :

- 50% sous forme d'avance lors de la signature de la convention entre l'ARS et le porteur de projet,
- 50% à la fin du projet.

### 4.5.2 Conditions de versement des aides

Le versement des aides est conditionné :

- à l'atteinte des cibles d'usage à la fin du projet ;

- à la fourniture, par le porteur, des éléments de preuve des dépenses, a minima par la fourniture d'un état récapitulatif des dépenses visé par le comptable public ou le commissaire aux comptes.
- à l'atteinte des cibles d'usage dans un délai raisonnable. A titre de repère, sans que cela soit une condition opposable au porteur de projet, on peut estimer :
  - o concernant les projets n'impliquant pas de changement de logiciel, que la durée du projet devrait être comprise dans un délai d'au plus 9 mois entre le début du projet et la fin du déploiement ;
  - o concernant les acquisitions, elle devrait être comprise dans un délai d'au plus 18 mois entre le début du projet et la fin du déploiement.

Ces délais indicatifs ne concernent pas les projets de portée nationale.

## 4.6 Calendrier de l'appel à projets ESMS numérique 2024

L'ARS La Réunion invite fortement tous les porteurs de projets **à engager les échanges avec les référents ESMS numérique de l'ARS et du GRADeS en amont du dépôt de leurs dossiers.**

**Pour les projets régionaux** : l'appel à projets ESMS numérique 2024 est ouvert du **15/01/2024** au **15/09/2024** à minuit.

Dans cette période d'ouverture, 2 fenêtres de sélection seront mises en œuvre par l'ARS La Réunion :

- **15/01/2024 au 01/06/2024 minuit** : un comité de sélection se tiendra courant juin 2024 pour les projets régionaux qui auront été déposés dans cette fenêtre et les porteurs de projet seront notifiés a posteriori des décisions du comité ;
- **02/06/2024 au 15/09/2024 minuit** : un comité de sélection se tiendra à compter de mi-septembre 2024 pour les projets régionaux qui auront été déposés dans cette fenêtre et les porteurs de projet seront notifiés a posteriori des décisions du comité. Les délais d'instruction de ce dernier comité étant courts, l'ARS La Réunion incite tous les porteurs à déposer leurs dossiers **avant le 30 août 2024** pour traiter d'éventuels compléments d'informations à fournir avant mi-septembre 2024.

**Pour les projets multirégionaux** : les projets multirégionaux déposés au niveau d'une ARS devront être déposés **avant le 01/06/2024 à minuit**. Les projets multirégionaux seront instruits par le comité de sélection qui se tiendra courant juin 2024.

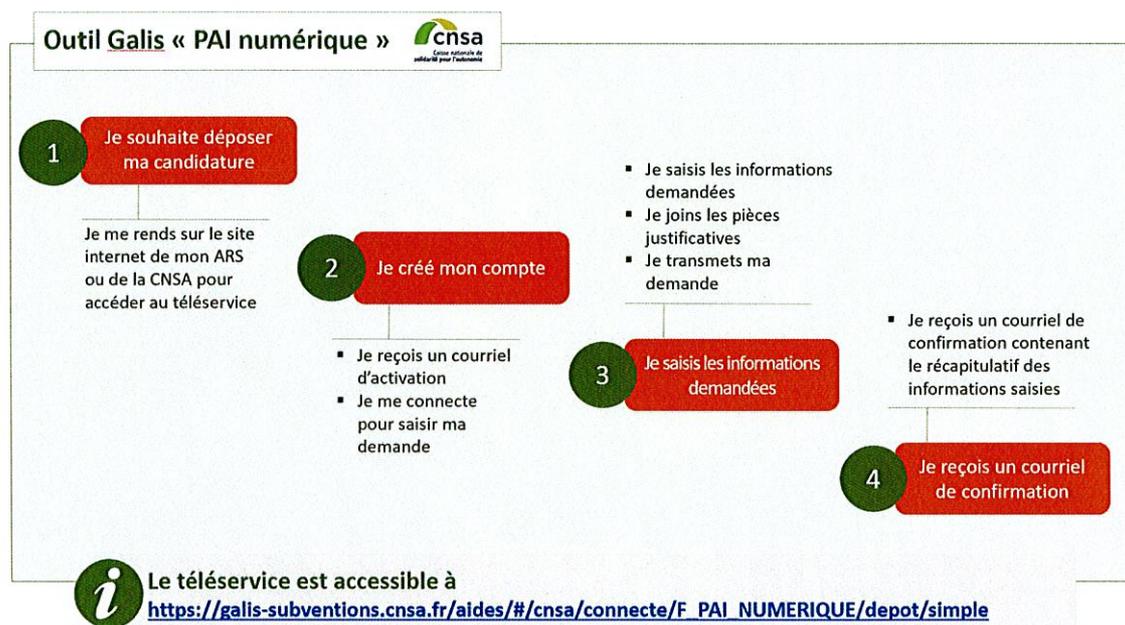
Tout dossier déposé après la date de clôture de l'appel à projets ESMS numérique 2024 sera considéré comme non recevable. Toutefois, le porteur et l'ARS La Réunion conservent la faculté de dialoguer après cette date pour ajuster la demande afin de la rendre recevable ou d'en améliorer la qualité.

## 4.7 Comment déposer sa candidature ?

La personne morale gestionnaire qui sollicite une aide à l'investissement numérique doit créer un compte utilisateur sur la plateforme GALIS de la CNSA et déposer sa demande dans le téléservice PAI numérique. Pour ce faire, elle dispose de formulaires dématérialisés.

Un [guide du déposant détaillé](#)<sup>8</sup> est consultable sur le site internet de la CNSA.

Les différentes étapes du dépôt du dossier sont synthétisées ci-dessous et détaillées dans le guide d'utilisation de l'outil mentionné ci-dessus.



Le téléservice est accessible à l'adresse :

[https://galis-subventions.cnsa.fr/aides/#/cnsa/connecte/F\\_PAI\\_NUMERIQUE/depot/simple](https://galis-subventions.cnsa.fr/aides/#/cnsa/connecte/F_PAI_NUMERIQUE/depot/simple)

Par ailleurs, la liste des pièces à intégrer dans GALIS lors du dépôt de votre dossier est présentée en [annexe 2 de l'appel à projets](#).

## 4.8 Quelles sont les suites données à la candidature ?

En cas d'**avis favorable**, le porteur est notifié par l'ARS par un courrier de notification. L'avis favorable peut être assorti de recommandations ou de points de vigilance.

En cas d'**avis défavorable**, le porteur est informé par l'ARS de la décision prise.

<sup>8</sup> [https://www.cnsa.fr/documentation/guide\\_deposant\\_pai\\_numerique\\_v2023\\_vf2.pdf](https://www.cnsa.fr/documentation/guide_deposant_pai_numerique_v2023_vf2.pdf)

## 5 Cibles d'utilisation

L'ouverture et le déploiement progressif de l'observatoire MaturiN-SMS (via oSIS V3) auront lieu courant 2024 pour les secteurs social et médico-social. A ce titre, les ESSMS auront pour vocation à « pré-alimenter » cet observatoire avec les données d'usage ci-dessous remontées aux ARS dans le cadre du programme.

### A. Cibles d'usage pour les services sociaux

Indicateur	Mode de calcul	Valeur cible
Taux d'utilisation de la MS Santé	Une mesure sur les 3 mois écoulés avant la date de mesure  (nombre de messages envoyés via la MS Santé / nombre de personnes accompagnées pouvant bénéficier d'un projet d'accueil et d'accompagnement) x 100	70%
Taux d'utilisation du DMP	Une mesure sur les 3 mois écoulés avant la date de mesure  (nombre de DMP alimentés avec au moins un document / nombre de personnes accompagnées pouvant bénéficier d'un projet d'accueil et d'accompagnement <sup>9</sup> ) x 100	70%

### B. Cibles d'usage pour le DUI

L'indicateur « nombre de DUI actifs » conditionne le recouvrement par l'Etat français de l'avance de 600 M€ des fonds européens issus du PNRR. La cible à atteindre est de 410 000 DUI actifs à fin 2024.

Les porteurs de projets seront par conséquent particulièrement vigilants à :

- remonter cet indicateur au plus tôt à l'ARS et à le mettre à jour tant qu'une marge de progrès de sa valeur est identifiée ;
- fournir à l'ARS à sa demande et conserver les preuves d'atteinte des usages.

#### 1) Définitions

##### **Nombre de dossiers actifs :**

- Tous les dossiers du DUI existant dans l'application,
- ET se rapportant à une personne en séjour/accompagnée selon la définition de la CNSA (voir définition suivante)
- ET qui a été mis à jour au moins une fois durant la période de recueil

<sup>9</sup> Article L311-3 7° du Code l'Action Sociale et des Familles

### Personnes accompagnées :

« La file active est le nombre de personnes accompagnées par l'ESSMS au moins une fois dans l'année [...]. Le mode de calcul, issu du tableau de bord de la performance est le suivant : nombre de personnes accompagnées dans l'effectif au 31/12/NN + nombre de sorties définitives dans l'année. Une personne n'est comptabilisée qu'une seule fois dans la file. »<sup>10</sup>

### 2) Mode de calcul

Indicateur	Mode de calcul	Valeur cible
Taux de dossiers actifs	Une mesure sur les 3 mois écoulés avant la date de mesure  (Nombre de dossiers actifs / Nombre de personnes accompagnées dans la structure) x 100	90 %
Taux de dossiers actifs avec un projet personnalisé	Une mesure sur les 3 mois écoulés avant la date de mesure  (nombre de dossiers actifs sur la période de recueil ET ayant un projet personnalisé en préparation ou actif / nombre de dossiers actifs) x 100	90%
Taux de dossiers actifs ayant au moins un événement dans l'agenda	Une mesure sur les 3 mois écoulés avant la date de mesure  (nombre de dossiers actifs sur la période de recueil ET ayant au moins un événement d'agenda dans son DUI / nombre de dossiers actifs) x 100	90%

Les éléments détaillés concernant le calcul des cibles d'usage sont disponibles dans le document de l'anap *Indicateurs de suivi de l'utilisation du Dossier Usager Informatisé (DUI)*, téléchargeable à <https://ressources.anap.fr/numerique/publication/2882>

### c. Autres cibles d'usage

Ces cibles d'usage sont **facultatives**.

Lorsque les conditions sont réunies (maturité des spécifications nationales, existence de pilotes ou d'usages déjà établis dans la région, etc.), les porteurs de projet sont invités à intégrer dans leurs cibles d'usage la **e-prescription** et l'interopérabilité avec les **plateformes e-parcours**.

A titre indicatif, les indicateurs peuvent être calculés comme suit :

<sup>10</sup> [https://www.cnsa.fr/documentation/guide\\_mesure\\_de\\_lactivite\\_vf.pdf](https://www.cnsa.fr/documentation/guide_mesure_de_lactivite_vf.pdf)

Indicateur	Mode de calcul	Valeur cible
<p>Nombre de données échangées entre le DUI et l'outil e-prescription</p>	<p>Une mesure sur les 3 mois écoulés avant la date de mesure</p> <p>nombre de fois dans le mois ou une prescription électronique est importée dans la solution DUI</p>	<p>Pas de valeur cible imposée</p>
<p>Nombre de données échangées entre une plateforme e-parcours et le dossier usager informatisé</p>	<p>Une mesure sur les 3 mois écoulés avant la date de mesure</p> <p>nombre d'échanges réalisés via le cahier de liaison entre la solution DUI et la plateforme pendant la durée du projet</p>	<p>Pas de valeur cible imposée</p>

## 6 Priorisation régionale des projets / Critères de sélection des projets

L'ARS La Réunion s'appuiera sur la grille d'aide à l'instruction du programme ESMS numérique en vigueur encadrant l'appel à projets ESMS numérique 2024.

En plus des critères d'éligibilité, les éléments de priorisation suivants seront pris en compte dans l'instruction de l'ARS La Réunion :

Eléments de priorisation	Commentaires
Solution mutualisée (partagée entre plusieurs organismes gestionnaires si possible de catégories d'ESSMS différentes)	L'embarquement des ESSMS isolés est une priorité. Les projets portés par des grappes d'organismes gestionnaires ou d'ESSMS de différentes tailles seront appréciés par l'ARS La Réunion.
Champs du social et du médico-social non représentés dans les projets financés dans la phase d'amorçage et de généralisation 2022 et 2023	Les secteurs du médico-social qui déposent un projet éligible et qui n'étaient pas représentés sur les précédentes campagnes de financement ESMS numérique seront priorités sur ce temps de généralisation 2024.
Mise en exergue des cas d'usage des services socles	L'atteinte des usages est une condition pour bénéficier de la seconde tranche de 50% du financement du projet. La description des cas d'usage du DUI et des services socles sera donc appréciée dans le contenu du dossier de réponse à l'appel à projets.

## 7 Contacts

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter :

- M. Jordan NISCOISE, Chargé de projets SI Santé : [jordan.niscoise@ars.sante.fr](mailto:jordan.niscoise@ars.sante.fr)
- M. Alan BARTHOUT, Responsable du service SI Santé : [alan.barthout@ars.sante.fr](mailto:alan.barthout@ars.sante.fr)

## 8 Ressources

Présentation du programme ESMS numérique :

[Virage numérique du médico-social : le programme ESMS numérique | CNSA](#)

Guide pratique SONS :

[https://esante.gouv.fr/sites/default/files/media\\_entity/documents/GUIDE-SONS.pdf](https://esante.gouv.fr/sites/default/files/media_entity/documents/GUIDE-SONS.pdf)

Guide cybersécurité pour le social et le médico-social :

[https://esante.gouv.fr/sites/default/files/media\\_entity/documents/ANS\\_GUIDECYBER\\_PHASE%201-EXE%20-V2.pdf](https://esante.gouv.fr/sites/default/files/media_entity/documents/ANS_GUIDECYBER_PHASE%201-EXE%20-V2.pdf)

Kit de déploiement du DUI en ESMS réalisé par l'anap :

<https://ressources.anap.fr/numerique/publication/2796-kit-deploiement-du-dui-en-esms>

Guide de déploiement d'un DUI interopérable :

[https://esante.gouv.fr/sites/default/files/media\\_entity/documents/guide\\_dui\\_interoperable\\_services\\_et\\_referentiels\\_socles.pdf](https://esante.gouv.fr/sites/default/files/media_entity/documents/guide_dui_interoperable_services_et_referentiels_socles.pdf)

Autodiagnostic SI du secteur médico-social de l'ANAP :

<https://www.anap.fr/s/article/numerique-publication-2836>.

## 9 Annexe 1 : Modalités de financement des SAAD

Afin de s'assurer que le programme ESMS numérique finance majoritairement l'activité médico-sociale d'un SAAD, les porteurs de projet SAAD, grappe ou OG, doivent joindre à leur candidature un relevé des heures dédiées à une activité médico-sociale, c'est-à-dire financées par les conseils départementaux ou caisses de retraite, ainsi que le nombre d'heures total de leur activité sur l'année N-1 par rapport à l'année de candidature.

Les ARS pourront réaliser des vérifications des informations déclarées auprès des conseils départementaux et autres caisses.

La modulation des enveloppes forfaitaires ESMS numérique sera attribuée au prorata de l'activité médico-sociale du SAAD déclarée et vérifiée par l'ARS.

### **Modèle de déclaration des heures dédiées à l'activité médico-sociale**

Nom de la structure	FINESS EJ	FINESS ET	Nombres d'heures réalisées par la structure	Heures APA	Heure PCH	Heures dépendance hors APA/PCH	Précisez type de financement col.G	% total activités MS	% total activités de confort

## 10 Annexe 2 : Pièces à télécharger dans GALIS lors du dépôt de votre dossier

Les pièces suivantes sont à intégrer dans le portail GALIS lors du dépôt de votre dossier de candidature :

- La note de présentation générale du projet

- La gouvernance du projet
- L'attestation de la réalité de la mutualisation
- La stratégie de déploiement
- La stratégie de conduite du changement
- Le planning projet
- Le planning du déploiement du DUI
- Le planning de la conduite du changement
- Le plan de financement : coûts projet et RH
- La lettre d'engagement
- Le modèle de déclaration des heures dédiées à l'activité médico-sociale
- L'autorisation de l'entité nationale (si le porteur est rattaché à une entité nationale)
- L'étude de couverture des besoins du DUI par un DPI (si DPI du GHT est choisi comme solution) ou du DUI des projets concernant uniquement des ESSMS du champ AHI et PJM
- Le plan d'implantation du matériel si financement spécifique (obligatoire si financement spécifique)

Le Directeur de l'ARS La Réunion

Gérard COTELLON